

RAPPORT ATELIER DE PLAIDOYER AU PROFIT DES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE

(Le dimanche 26 Juin 2016)

**TITRE : PLAIDOYER AUPRES DES
INTERVENANTS, DES DECIDEURS ET DES
LEADERS RELIGIEUX POUR RENFORCER LA
PREVENTION ET FACILITER L'ACCES AUX
SOINS DANS LE RESPECT DES DROITS
HUMAINS DES CONSOMMATEURS DE
DROGUES.**

PARTENAIRE : WACSI/OSIWA

SOMMAIRE

I / INTRODUCTION

II/ ATELIER DE PLAIDOYER

III/ ANALYSES ET COMMENTAIRES

IV / POINTS FORTS

VI/ CONTRAINTES

VII/ RECOMMANDATIONS

VIII/ FEUILLE DE ROUTE

I / INTRODUCTION

Le Sénégal, de par sa situation géographique, est devenu un espace de trafic, de vente et de consommation des drogues. On y trouve toutes sortes de drogues du cannabis à l'héroïne en passant par les solvants et les amphétamines. L'usage et le trafic de drogue présente des conséquences multiformes ainsi une approche holistique est nécessaire afin de mettre en synergie tous les acteurs concernés par les différentes composantes de la lutte pour engranger des résultats satisfaisants

Face à cette situation, le Sénégal est entrain de mettre en œuvre une stratégie nationale de lutte contre la drogue et les autorités en charge de cette question se sont engagées à traiter l'utilisation des drogues comme un problème de santé publique et à investir dans les services de traitement ainsi que dans ceux de réduction des risques.

Cette approche multisectorielle et multidimensionnelle a réservé une place importante à la société civile qui va porter des activités de prévention, de Prise en charge psychosociale de références pour l'accès aux soins, de promotion des droits humains et de réduction des inégalités de genre.

C'est dans cette optique que le Réseau National des intervenants de la Société civile sur les Drogues (RNSD) en partenariat avec West African Civil Society Intitute (WACSI) et Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) a initié un plan d'action qu'il va mettre en œuvre de juin à Novembre 2016 dans le cadre de la campagne mondiale « **Support Don't punish** ».

Pour ce faire, le RNSD va dérouler durant le trimestre juin Aout 16, des ateliers de plaidoyer au profit :

- De ses membres pour une mise à niveau et une meilleure implication dans ce processus;
- Des leaders religieux musulmans comme chrétiens pour les informer et les sensibiliser sur ces questions et les amener à mieux s'impliquer dans la mise en œuvre à travers la vulgarisation de l'argumentaire religieux ;
- Des forces de sécurité pour non seulement une mise à niveau mais pour une meilleure collaboration avec les acteurs de la prévention, de la prise en charge et du traitement ;
- Des décideurs et des parlementaires pour une mise à niveau mais également pour la révision de certaines lois du code des drogues qui entravent le processus de mise en œuvre des stratégies nationales et transfrontalières de lutte contre la drogue.

C'est ainsi que le RNSD a organisé l'atelier de plaidoyer et de partage au profit des acteurs de la société civile **26 Juin 2016 à Dakar** axé sur le thème « **les Stratégies de plaidoyer pour la Prévention, l'Accès aux soins et le Respect des Droits Humains au profit des consommateurs de drogues** »

III/ ATELIER DE PLAIDOYER

Objectif de l'atelier : L'objectif global est de partager avec les Responsables des organisations membres du RNSD les dernières informations sur les drogues ainsi que les outils de plaidoyer afin qu'ils puissent renforcer leur engagement et plaider en faveur des questions concernant la prévention, la prise en charge psychosociale, le traitement, la réduction des risques et les politiques de drogues dans le respect des droits humains.

Déroulement de l'atelier : Facilité par deux spécialistes sur les questions de drogues, de techniques de Plaidoyer et de droits humains, l'atelier s'est tenu le 26 Juin 2016 au Centre de Promotion de la Santé Cardinal Hyacinthe Thiandoum. Il a réuni les acteurs membres du RNSD intervenant dans les différentes composantes de la lutte contre la drogue et venus des différents quartiers de Dakar et de la région de Diourbel. L'atelier a adopté une méthodologie participative et interactive avec un dialogue ouvert, le partage des expériences et des discussions ciblées en groupe. Les travaux sont ponctués de séances plénières où il y'a la présentation des communications et des travaux de groupes pour peaufiner la stratégie de plaidoyer à adopter pour une meilleure implication des acteurs de la société civile.

Cérémonie officielle

L'atelier a démarré par des prières dirigées par Imam qui après avoir remercié le Bon Dieu, le prie pour qu'il gratifie le RNSD et tous les participants de sa Grâce et Miséricorde infinies.

La Cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence des représentants de FHI/360, d'OSIWA, de l'ONUDC, du Président et des membres du RNSD.



Mr Gueye (en boubou) vice président RNSD entouré de Dr Ly de FHI/360, d'adjutant Sarr du CILD et de la Représentante d'OSIWA

Dans son mot de bienvenue, Mr Bamar Gueye, vice président du RNSD a remercié tous les participants pour leur engagement et leur disponibilité. Il a remercié les organisateurs et mention spéciale à WACSI / OSIWA pour avoir facilité la tenue d'une telle activité pour la société civile. Il se réjouit de cette belle synergie entre tous les acteurs au sein du RNSD et exhorte les participants à assurer le suivi du plaidoyer au niveau communautaire mais également à approfondir la réflexion pour qu'au delà de la Drogue, le RNSD soit un levier incontournable dans le développement et dans la mise en œuvre des programmes de réduction des risques. Il a parlé du choix des facilitateurs qui ont tous fait leur preuve dans la réponse.

Le Représentant du Coordonnateur National du CILD adjutant Sarr a, quand à lui, insisté sur l'importance que joue la société civile dans la réponse à la drogue. Il a également parlé des stratégies mises en œuvre par le CILD pour lutter contre l'usage. Il s'est appesanti sur le trafic avec les moyens de plus en plus sophistiqués utilisés par l'OCRTIS qui est l'office national de répression contre le trafic illicite des drogues pour dissuader les trafiquants. Il a terminé en

remerciant le RNSD avec ses partenaires pour cette belle initiative qui sera sans nul doute un renforcement de capacités pour les acteurs que nous sommes.

Dr Ly Représentant de FHI/360 a salué cette initiative et remercié les acteurs qui se sont impliqués durant des années dans la réponse au VIH et à la drogue. En tant que médecin et ayant accompagné la réponse durant des années, il réaffirme l'engagement de FHI/360 à accompagner le processus. Et il attend beaucoup des résultats issus de l'atelier pour définir ensemble les prochaines étapes.

Le représentant de l'ONUDC s'est réjoui de cette collaboration entre les acteurs de la société civile. Il remercie le RNSD d'avoir associé l'ONUDC à cet important atelier. Il a parlé du rapport du Sénégal sur les drogues qui sera publié incessamment et de la mise en place prochaine de l'observatoire des drogues qui sera un cadre de référence pour la collecte et l'harmonisation des données nationales en matière de lutte contre la drogue.



Mr Diouf de l'ONUDC au cours de son allocution

Il revenait à la Représentante d'OSIWA de magnifier la collaboration entre WACSI, OSIWA et RNSD. Elle attend beaucoup des conclusions de l'atelier afin de mieux comprendre les préoccupations des acteurs de la société civile. Elle remercie les participants et les organisateurs, cependant elle les exhorte à assurer le suivi du plaidoyer à tous les niveaux pour qu'à la fin, les décideurs soient sensibles au changement que les populations veulent apporter dans le dispositif juridique et institutionnel en matière de lutte contre la drogue.

Mme Fatou Diop Chargée du Plaidoyer dans le RNSD a, quand à elle, présenté les termes de références de l'atelier à travers les objectifs, les stratégies et les résultats attendus.



Mme Fatou Fall Dia chargée de la commission Plaidoyer et communication du RNSD au cours de sa présentation

1^{ère} communication sur le thème : « la situation de la drogue au Sénégal : Typologie et caractéristiques » présentée par Dr Idrissa Ba Coordonnateur du CEPIAD

Il a partagé les résultats de l'enquête UDSEN chez les usagers d'héroïne et/ou de cocaïne de la région de Dakar, qui montre que la prévalence nationale chez les injecteurs est de 9,4% contre 2,5% chez les non injecteurs. Il a parlé de la vulnérabilité des injecteurs face au VIH, à l'hépatite B et C et à la tuberculose.

Il a parlé des principales caractéristiques de l'usage et de l'âge médian de début d'usage qui montre que les jeunes s'adonnent au début à l'alcool et au cannabis et plus tard à l'héroïne par voie injectable.

Il s'est appesanti sur les différentes formes de drogues (cannabis, alcool, cocaïne, héroïne) à travers les effets recherchés (physiques et somatiques), les risques liés à la consommation et à l'usage chronique, les différents types, les différentes phases après une prise de produit, les effets à moyen et long, la tolérance, la dépendance, la surdose et l'overdose, Les manifestations psychiatriques de l'usage à long terme et les complications physiques de l'usage chronique (la toxicité au niveau du cœur et des vaisseaux sanguins, la toxicité pulmonaire, les troubles neurologiques).

Il a terminé sur les médicaments psychotropes détournés de leur usage et les raisons qui poussent les consommateurs de drogues (CD) à utiliser plusieurs drogues à la fois. En fait ce polyusage permet aux CD de manger car s'ils utilisent le cannabis, ils ont de l'appétit et ils dorment bien alors que ceux qui prennent l'héroïne, ne mangent pas et ne dorment point. Ceux qui utilisent l'héroïne, sont obligés de le prendre 3fois au moins dans la journée car sa durée de vie est entre 4 et 6h c'est-à-dire à partir de 8h, il est en effet de manque. Le polyusage est du au fait que ces deux produits sont accessibles et disponibles dans le marché sénégalais.



Dr Idrissa Ba Président du RNSD et Coordonnateur du CEPIAD au cours de sa présentation

Il s'en est suivi un débat où les uns ont posé des questions qui ont trouvé réponse chez le facilitateur et d'autres ont apporté des contributions.

2^{ème} communication sur le thème : « les Aspects de réduction des risques » présentée par Dr Idrissa Ba Coordonnateur du CEPIAD

Il a parlé du contexte qui montre qu'au Sénégal le taux de prévalence chez les consommateurs de drogues injectables (CDI) est de 9,4% et que trois (03) injecteurs sur quatre (04) sont des hommes. La très grande majorité est hétérosexuelle. S'ils sont infectés par le VIH, leurs partenaires féminines risquent d'être contaminées par voie sexuelle ce qui peut expliquer les nouvelles infections dont 60% surviennent dans les couples stables. Ce qui peut également augmenter le risque de transmission de la mère à l'enfant.

Le programme de réduction des risques cible neuf (09) domaines de compétences que sont :

- Programmes d'échange de seringues (PES) ;
- Traitement de Substitution aux Opiacés (TSO) et autres traitements de la dépendance ;
- Dépistage du VIH et Conseil (VCT) ;
- Traitement anti-rétroviral (TAR) ;
- Prévention et traitement des IST ;
- Programmes de distribution de préservatifs pour les UDI et leurs partenaires sexuels ;
- Information, Education et Communication (IEC) ciblée UDI ;
- Vaccination, diagnostic et traitement des hépatites virales ;
- Prévention, diagnostic et traitement de la tuberculose (TB) ;

Le rapport mondial sur les drogues de 2014 a montré que les pays qui ont suffisamment investi dans les services de réduction des risques ont réduit remarquablement la transmission du VIH chez les personnes qui consomment des drogues injectables.

Et comme l'abstinence n'est plus le « gold standard » c'est-à-dire que l'abstinence comme prônée, n'est pas la recette miracle, donc il faut changer de discours et proposer des stratégies innovantes pour arriver à un changement de comportement. Et ces stratégies innovantes incluent la réduction des risques avec le traitement de substitution à la méthadone et la distribution de seringues pour des pratiques d'injection plus saines et pour se prémunir du VIH et hépatites.

Il s'en est suivi un débat où les uns ont posé des questions qui ont trouvé réponse chez le facilitateur et d'autres ont apporté des contributions.

3^{ème} communication sur le thème : Techniques du plaidoyer et les aspects de droits humains en santé publique» présentée par Mr Innocent Laison consultant spécialiste en Plaidoyer et droits humains

Le consultant a présenté en premier lieu, les techniques de plaidoyer à travers la définition, les manières de faire un plaidoyer, qui doit faire le plaidoyer, à qui est destiné le plaidoyer et les objectifs du plaidoyer.

Il a d'abords fait un brainstorming pour définir le terme Plaidoyer et ceci a donné :

Problème(s) identifié(s)	Ressources mobilisées
Solution(s) proposée(s)	Messages pertinents élaborés et diffusés
Alliances nouées	Processus décisionnel compris et maîtrisé
Pressions exercées sur les décideurs	
Changement(s) constaté(s) dans les politiques et/ou programmes	



Mr Innocent liaison Consultant au cours de sa présentation

Définition Plaidoyer:

- Le plaidoyer consiste en différentes stratégies visant à influencer la prise de décisions aux niveaux local, provincial, national et international pour le bien-être des populations affectées par le problème ;
- Un acte ou un processus par lequel on soutient une cause ou un thème ;
- Une campagne de plaidoyer est un ensemble d'actions ciblées visant à soutenir une cause ou un thème. Nous plaidons en faveur d'une cause ou d'un thème car nous voulons: Faire en sorte que ce thème ou cette cause soit défendue, Influencer les autres pour obtenir leur soutien ou essayer d'influencer ou de modifier la législation qui s'y rattache.

Comment faire un plaidoyer :

- Faire un plaidoyer consiste à prendre la parole en attirant l'attention d'une communauté sur un thème important et en proposant aux décideurs une solution ;

- Faire un plaidoyer c'est travailler avec d'autres personnes et organisations pour obtenir des changements ;
- Le plaidoyer c'est également choisir des moments clés qui font que les décideurs nous écoutent et nous comprennent pour amener le changement souhaité.

Les éléments fondamentaux du plaidoyer sont les données, les objectifs, le message, la présentation, les groupes de pression, le public, la mobilisation des fonds et l'évaluation.

Il a parlé du plaidoyer et concepts similaires comme l'IEC, la mobilisation communautaire, le réseautage et le partenariat, la recherche de Fonds et la mobilisation des ressources.

Qui doit faire le plaidoyer : La personne ou le groupe habilité à faire un plaidoyer doit être crédible, avoir du charisme, être responsable, être convainquant, maîtriser ce qu'il dit etc..

A qui est destiné le Plaidoyer

- Il est destiné aux décideurs, ou personnes influentes qui ont l'autorité nécessaire pour affecter directement le résultat de votre objectif (ce sont des personnes qui doivent effectivement approuver le changement de politiques de lois ou de pratiques. Ces personnes sont les cibles primaires d'une stratégie de plaidoyer sans lesquels le changement n'aura pas lieu ;
- Il est destiné à l'ensemble des personnes (individus et /ou groupe) qui peuvent influencer les décideurs ou les leaders (le public primaire). Les opinions et actions de ces personnes sont importantes pour atteindre l'objectif du plaidoyer dans la mesure où elles affectent les opinions, la volonté et les actions des décideurs et leaders (votre public primaire).



Une vue des participants

Qu'est ce qu'un objectif de plaidoyer ?

- Un objectif de plaidoyer doit être spécifique, mesurable acceptable réalisable et défini dans le temps. Il vise à changer les politiques, les pratiques ou programmes de gouvernements, institutions, organisations ou personnes influentes ;
- Votre objectif de plaidoyer est CE QUE vous voulez changer, de COMBIEN et QUAND.

Message du plaidoyer

Un «message» est un énoncé succinct et convaincant sur votre but de plaidoyer qui saisit bien ce que vous voulez réaliser, pourquoi et comment. Et puisque le but sous-jacent d'un message est de pousser à l'action, votre message devrait inclure l'action spécifique que vous aimeriez que le public prenne. Parfois, les messages sont abrégés et deviennent des slogans

Pour faire un bon plaidoyer, il faut que le message soit accessible, crédible et convainquant en répondant aux questions : On parle de quoi ? Pourquoi ceci est un problème ? Comment on va porter le changement ?

Les différentes étapes pour un bon Plaidoyer:

- Sélectionner un problème à résoudre

- Analyser des recherches sur le problème
- Développer des objectifs spécifiques au plaidoyer
- Identifier les cibles (partie à qui s'adresser)
- Identifier les ressources
- Identifier les alliés
- Elaborer un plan d'action
- Mettre en œuvre, suivre et évaluer

Le plaidoyer suit un processus jusqu'à la prise de décision qui induit le changement voulu. Ce processus peut être **formel** (procédure officielle de prise de décisions, telle que stipulée par la loi, ou les documents des procédures ou des politiques organisationnelles), **informel** (activités et procédures qui se déroulent simultanément au processus formel mais qui ne sont pas demandées par la loi, la politique ou la procédure organisationnelle) ou **alternatif** (un processus qui se passe entièrement à l'extérieur du processus officiel : Par exemple, si le président de l'organisation ne veut pas soumettre une décision au conseil d'Administration, il peut décider que le changement de politiques n'est pas un changement majeur et que, par conséquent, il ne demande pas un vote du conseil. Ensuite, il discute le changement avec le personnel-clé, prend une décision et exécute le changement sans action «officielle.»)

Cadre pour faire un bon plaidoyer : ce point a fait l'objet de travaux de groupe après la présentation des communications.



Une vue des participants venus des différents quartiers de Dakar et de Diourbel

En deuxième lieu, le consultant a présenté **les aspects de droits humains en santé publique** qui stipulent que les droits de l'homme, également appelés droits humains ou encore droits de la personne, sont un concept soit philosophique, soit juridique, soit politique, selon lequel tout être humain possède des droits universels, inaliénables, quel que soit le droit positif en vigueur ou d'autres facteurs locaux tels que l'ethnie, la nationalité ou la religion.

Ils constituent des garanties juridiques universelles qui protègent les personnes et les groupes contre les actions et les omissions contraires aux libertés fondamentales, aux droits et à la dignité humaine.

Il a insisté sur ses caractéristiques : **universels** (ces droits sont acquis à la naissance pour tous les êtres humains. Ils ne se limitent ni à une région, ni à une époque, ni à une « race » et encore moins à un sexe), **Indivisibles** (ils sont interdépendants, intimement liés. Ils sont inséparables. Aucun n'est supérieur à l'autre, ni plus important. il suffit qu'un seul droit soit bafoué pour que tous les autres soient en péril. Il n'y a pas de hiérarchie entre eux), **Inaliénables** (ils ne peuvent être ni saisis, ni vendus, ni donnés ; ils ne sont pas négociables ; ils ne sont pas dans le commerce juridique), **Intransmissibles** (ils ne peuvent faire l'objet d'héritage, de legs ou de dons) et **Imprescriptibles** (ils ne peuvent être ni perdus, ni acquis par l'effet du passage du temps)

Il a résumé les obligations de l'Etat en trois points fondamentaux que sont : **Respecter** qui signifie ne pas faire obstacle à la jouissance des droits fondamentaux. **Protéger** qui signifie prendre des mesures pour veiller à ce que des tiers ne fassent **pas** obstacle à la jouissance des

droits fondamentaux. **Réaliser ou Concrétiser** qui signifie prendre des mesures pour assurer la réalisation du droit en question.

Il a terminé sur le Droit à la Santé en insistant sur la **disponibilité** (l'État doit garantir l'existence des établissements, biens et services de santé publique et de soins de santé fonctionnels), **l'accessibilité** (les établissements, biens et services de santé doivent être accessibles à toute personne sans discrimination aucune), **l'acceptabilité** (les établissements, biens et services de santé doivent être respectueux de l'éthique médicale et acceptables sur le plan culturel) et la **qualité** (les établissements, biens et services de santé doivent être de bonne qualité et bien conçus sur les plans scientifique et médical)

Et il a donné quelques obstacles liés à l'accès aux services de santé comme la discrimination, la crainte d'arrestation pour les populations clés criminalisées, la stérilisation forcée, abus de la police etc..

Le consultant a demandé aux groupes d'alimenter le cadre le cadre du plaidoyer tenant compte des huit étapes pour un bon plaidoyer. Il a également demandé aux groupes de prendre en compte leur but du plaidoyer à travers les objectifs, les cibles, les activités, les ressources requises, les organisations et personnes responsables, le chronogramme, les résultats attendus et les indicateurs.

C'est ainsi que le 1^{er} groupe a comme cible, le Gouvernement, le Président ou l'Assemblée Nationale. Le 2^{ème} Groupe va travailler avec les organisations intervenantes sur la question et le 3^{ème} groupe fait le plaidoyer en direction des partenaires techniques et financiers

Au cours de la restitution, le 1^{er} groupe qui a pris comme cible l'Assemblée nationale, a rempli le canevas comme suit :

Objectifs	cibles	activités	ressources	organisation	chron	Résultat	Indicateurs
Réviser la loi sur l'usage de Drogues	Parlement	Rencontrer les membres de la commission santé AN pour en faire des alliés	Association de Pop clés Membres du Réseau	Responsable Commission Partenariat et plaidoyer du RNSD	Fin juillet	Les membres de la commission st sensibilisé et sont prêts à porter le plaidoyer pour la révision de la loi	Nombre de rencontres avec la commission
		Atelier de partage avec les parlementaires (CS et CDH) pour réfléchir sur la proposition de loi	Association de Pop clés Membres du Réseau Membres commission AN	Responsable Commission Partenariat et plaidoyer du RNSD	Fin Dec 16	Révision des textes Adoption par l'AN des modifications portant sur l'article 120	Nombre d'atelier tenu

Le 2^{ème} Groupe a travaillé avec les Organisations intervenantes sur la question suivant cette approche :

Objectifs	cibles	activités	ressources	organisation	chrono	Résultat	Indicateurs
Réviser la loi sur l'usage de		Campagnes de plaidoyer	Membres de la société	Responsable des structures membres		membres de la commission	Nombre de rencontres avec la

Drogues			civile			st sensibilisé et sont prêts à porter le plaidoyer pour la révision de la loi	commission
---------	--	--	--------	--	--	---	------------

Le 3^{ème} groupe avec travaillé avec OMS USAID

Objectifs	cibles	activités	ressources	organisatio n	chron o	Résultat	Indicateur s
Améliorer la disponibilité et l'accessibilité	OMS/USAID	Une enquête sur les besoins en matière de soins	Personnel d'enquête Equipement financement	RNSD ANDS	T3 16	L'enquête menée	Rapport disponible
		Appui à la construction d'un Ceph	RH Spécialisé Equipement Financement Logistiques et intrants	Etat	T3 17	Un Centre Construit	Centre disponible et accessible

Cérémonie de Clôture

Au cours de la cérémonie, les participants ont pris la parole pour magnifier ce partenariat entre RNSD et WACSI OSIWA. Ils ont remercié le bureau du RNSD pour avoir identifié cette activité qui vient à son heure et remercié les organisateurs pour la diligence et la promptitude dans la satisfaction des besoins de chacun.

Mention spéciale aux Facilitateurs qui n'ont ménagé aucun effort pour outiller les acteurs de la société civile tout en maintenant la dynamique de groupe avec une bonne gestion du temps ce qui a permis l'atteinte de tous les objectifs fixés malgré les nombreuses discussions et débats soulevés face à certaines problématiques mais également à certaines questions qui méritaient qu'on s'y attarde.

Dr Idrissa Ba Président du RNSD après avoir souhaité un bon retour des participants, a remercié WACSI et OSIWA pour ce partenariat, le CILD et les participants pour leur disponibilité, leur engagement et leur détermination, les facilitateurs pour avoir bien managé l'atelier et les organisateurs pour la disponibilité de la logistique et la bonne organisation de l'atelier sur tous les plans. Il a cependant exhorté les participants à partager les informations reçues mais également à renforcer les capacités de leurs pairs qui vont assurer le suivi du plaidoyer.

C'est sur cette note que l'Atelier de Plaidoyer a pris fin vers les coups de 17h.

III/ ANALYSES ET COMMENTAIRES

L'analyse de la journée montre les performances enregistrées dans l'exécution de cet atelier de Plaidoyer. Le taux d'exécution est de 100% Ce qui a permis d'atteindre un indicateur de vingt cinq (25) responsables d'Associations membres du RNSD.

Durant l'atelier, les facilitateurs ont utilisé des documents power point leur servant de support pour mieux édifier les acteurs de la société civile (SC) et les convaincre à adhérer à ce processus et à assurer le suivi du plaidoyer.

Les facilitateurs ont proposé un exercice pour amener les acteurs à planifier un bon plaidoyer. Ce qui va leur permettre de réaffirmer leur engagement dans la réponse à la drogue dans sa composante réduction des risques.

Compte tenu des objectifs fixés, on se rend compte que tous les objectifs sont atteints.

IV / POINTS FORTS

- Engagement et détermination des acteurs de la SC à accompagner le processus ;
- Appropriation des stratégies par les acteurs de la SC;
- Maîtrise des Thèmes de discussion par les facilitateurs;

VI/ CONTRAINTES

- Insuffisance des moyens pour l'organisation des ateliers car non prise en compte des participants régionaux;
- Insuffisance des moyens pour la documentation

VII/ RECOMMANDATIONS

- Renforcer l'autonomie et la responsabilisation du RNSD dans la réponse à la drogue;
- Renforcer les moyens alloués au plaidoyer ;
- Impliquer tous les acteurs (14 régions du Sénégal) pour qu'il n'y ait pas de disfonctionnement dans la vulgarisation du message au niveau national ;
- Prendre en compte la rubrique appui institutionnel pour une meilleure coordination des activités et un respect du calendrier d'exécution.

VIII/ FEUILLE DE ROUTE

- Organiser des séances de travail sur les plans proposés au cours des travaux de groupe;
- Identifier toutes les ressources disponibles
- Mener des activités de plaidoyer dès à présent. Elles seront capitalisées dans le cadre du plaidoyer